



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 15 — 8 avril 1974

## sommaire

page 3 :

SENGHOR, AMIN ET LE PETROLE

page 4 :

COMMENT L'AESMF VOIT L'AVENIR  
DU MALI ET DE L'AFRIQUE

page 6 :

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN  
A ATTENDRE DES ELECTIONS  
EN FRANCE

page 8 :

SOLIDARITE AVEC LES LOCATAIRES  
DU FOYER AVENUE MATHURIN-  
MOREAU

prix: 1 Franc

## COOPERATION AUTRE NOM POUR SOUMISSION

Le Sénégal vient donc à son tour de réviser les accords de coopération avec la France. Le contenu des nouveaux accords n'est pas entièrement connu ; en particulier, on ne sait rien des nouvelles clauses économiques. Les hommes politiques des classes privilégiées ont toujours pratiqué la diplomatie secrète, et c'est bien compréhensible de leur point de vue : ils ont beaucoup de choses à cacher à la grande majorité de la population.

Le peu de choses que l'on connaît des accords — et, en particulier, des clauses militaires — est cependant assez éloquent. La partie militaire reconduit le maintien de l'armée française au Sénégal. Certes, l'effectif des troupes est réduit de 2 250 hommes à 1 300. Certes encore, même s'il n'y avait plus de troupes françaises sur le sol du Sénégal, la possibilité d'intervention de ces troupes ne serait pas pour autant écartée ; tout le monde se souvient de l'intervention brutale de parachutistes amenés pour la circonstance contre le Gabon, afin de maintenir le régime chancelant du président d'alors ; M'Ba. Mais ce qui est significatif des rapports entre l'impérialisme français et le régime de Senghor, c'est la façon dont le ministre Assane Seck avait justifié la présence des troupes françaises : "La France, en tant que grande puissance, doit mener une politique mondiale et assurer son rôle dans l'Atlantique."

Passons sur la façon dont un ministre de Senghor éfend le "rôle de grande puissance" de l'impérialisme français. Mais contre qui donc ces 1 300 soldats sont-ils susceptibles de servir ? Contre qui auront-ils à défendre le "rôle de grande puissance" de l'impérialisme français, si cher à Assane Seck ? Certainement pas contre un éventuel débarquement des armées russe, chinoise, allemande ou américaine...

La présence de ses troupes est fort utile à l'impérialisme français en tant que moyen de pression sur les régimes en place, mais surtout pour aider ces régimes au cas où ils auraient des déboires avec leur propre population. Cette présence est à la fois une concession de Senghor à l'impérialisme français et un cadeau de l'impérialisme français à Senghor.

Que l'on ne vienne pas parler de défense du Sénégal contre d'éventuels ennemis extérieurs. On ne demande pas à un lion de garder le troupeau de vaches ! C'est tout de même la bourgeoisie française qui a opprimé le Sénégal pendant des siècles, ce n'est pas elle qui le défendra contre l'oppression ! Si c'est le souci de protéger la population du Sénégal contre l'oppression extérieure qui préoccupait Senghor, il y aurait une solution toute simple : donner des armes à la masse des ouvriers de Dakar, aux paysans pauvres des campagnes, mettre sous leur contrôle les dépôts d'armes, et n'importe quelle invasion extérieure aurait fort à faire.

Seulement, jamais une idée semblable ne pourrait germer dans la tête d'un Senghor — ou d'un Traouré, ou de n'importe quel dirigeant africain en place — si ce n'est sous forme de cauchemar. Car il sait que qui a les armes a le pouvoir, et ces armes aux mains des travailleurs et des paysans pauvres commenceraient par servir contre les hauts fonctionnaires affameurs, contre les commandants de cercle qui viennent réclamer les impôts même dans les villages frappés par la famine, contre les riches dioulas qui s'enrichissent de la misère des autres, contre tous les parasites qui vivent sur le dos des plus misérables.

Alors, entre ce risque-là et celui représenté par l'impérialisme français, Senghor et ses semblables préfèrent encore le second.

# SENGHOR, AMIN ET LE PETROLE

L'Organisation de l'Unité Africaine a tenu la vingt-deuxième session du Conseil des ministres à Kampala, capitale de l'Ouganda. La réunion s'est tenue sous la présidence du dictateur de l'Ouganda, le général Amin.

Il n'y aurait pas grand-chose à dire de ce genre de réunion, aussi vide qu'inutile, tant il est vrai que, de toute façon, il n'y a nulle unité entre Etats africains et que, si les représentants des dictateurs africains se réunissent de temps en temps pour faire des discours, aucune décision applicable par tous ne peut être prise. Néanmoins, le sujet abordé est caractéristique de la situation dans laquelle se trouvent les pays africains après ce qu'on a appelé la crise du pétrole.

A Kampala, les ministres réunis ont en effet discuté de la hausse du prix du pétrole. En inaugurant la session, le général Amin déclara d'ailleurs qu'il avait l'intention de demander aux dirigeants des pays arabes un aménagement du prix du pétrole vendu aux pays africains.

Il n'y a pas si longtemps, Senghor avait fait une déclaration fracassante, affirmant fièrement que la hausse du prix du pétrole a été une grande revanche des pays sous-développés contre les pays développés, la première étape dans la direction d'un partage plus équitable des biens de cette terre entre pays riches et pays pauvres.

Or, de toute évidence, l'écrasante majorité des pays sous-développés est victime de l'augmentation du prix du pétrole. Les riches pays impérialistes peuvent supporter ces hausses de prix, par contre celles-ci creusent un trou catastrophique, impossible à combler pour un grand nombre de pays sous-développés.

Les principaux bénéficiaires de ces hausses ont été non pas les pays sous-développés en général, mais en premier lieu les grands trusts du pétrole, pour la plupart américains, et accessoirement les potentats des émirats arabes, entièrement dévoués à ces trusts. Les dirigeants de nos Etats qui se sentaient "libérés" par les hausses du prix du pétrole sont donc aujourd'hui obligés de solliciter un régime de faveur aux dirigeants arabes.

Seulement, les dirigeants arabes ne sont pas eux-mêmes les maîtres du jeu. Les filles sont tirées par les trusts du pétrole. Et quand bien même ils disposent de ressources pétrolières propres, ils ne vont pas faire des cadeaux pour les beaux yeux du général Amin. Solidarité arabo-africaine ? La solidarité à laquelle peuvent faire appel les dirigeants africains est une solidarité entre dirigeants bourgeois où chacun est soucieux de ses propres intérêts. C'est une solidarité sur la base du "donnant-donnant".

Comme quoi, aucun discours du monde, pas même ceux du littérateur Senghor, n'est à même de supprimer la force des relations économiques mondiales entièrement en faveur de l'impérialisme et en défaveur des pays sous-développés.

Les pays sous-développés ne pourront se libérer de l'emprise multiforme de l'impérialisme, des grands trusts mondiaux sur leur économie que s'il est mis fin à la domination de l'impérialisme à l'échelle du monde. C'est possible, encore faut-il organiser, regrouper la seule classe qui, partout, fait face à la domination du Capital, dans nos pays comme dans les pays capitalistes développés : le prolétariat.

# COMMENT L'AESMF VOIT L'AVENIR DU MALI ET DE L'AFRIQUE

Actuellement, dans tous les pays d'Afrique comme dans d'autres pays du tiers-monde, toutes les couches sociales sont mécontentes des régimes en place. Ceux qui ont le plus de raisons d'être mécontents sont bien entendu les travailleurs et les paysans pauvres. D'autres couches de la population d'Afrique sont aussi opprimées. C'est le cas des étudiants, intellectuels et petits bourgeois qui souffrent de l'absence de toute liberté d'expression et d'organisation. Il suffit qu'ils proclament leur désaccord avec la politique des gouvernements fantoches pour que ces derniers les emprisonnent ou les enrôlent de force à l'armée. Et nous, travailleurs révolutionnaires, nous ne pouvons qu'être solidaires de leurs luttes, comme nous sommes solidaires de tous ceux qui, opprimés par les dictatures de nos pays, luttent pour se libérer de leur oppression. Nous partageons leurs revendications concernant la liberté d'expression, d'organisation syndicale et politique qu'ils réclament, car il est vital pour les travailleurs et les paysans pauvres de conquérir ces libertés.

Mais le problème est de savoir aujourd'hui ce qu'il faut faire pour lutter contre nos oppresseurs. Et quelle est la classe sociale qui doit diriger ces luttes pour l'émancipation de la classe ouvrière, des paysans pauvres et de tous les opprimés africains ?

C'est apparemment autour de ces questions notamment qu'avait tourné le vingt-deuxième congrès de l'AESMF (Association des Etudiants et Stagiaires Maliens en France), du moins tel que cela ressort du N°1/74 de "l'Etudiant malien", organe de l'AESMF.

Les rédacteurs de cette publication se définissent dans leur éditorial comme des "intellectuels ayant lié leur sort à celui de leur peuple qui survit et se bat dans les pires conditions" et dont le vœu est "de contribuer de toutes nos forces à ce que la lutte de toutes les classes et couches populaires s'intensifie, prenant corps et forme dans la défense conséquente de leurs intérêts". "Dans cette voie, ajoutent-ils, la réconciliation nationale véritable sera l'isolement total du Comité militaire et de ses alliés ou ne sera pas".

Que "l'Etudiant malien" se déclare résolument hostile à la dictature du Comité militaire est très bien. Que tout au long des textes publiés il dénonce les conditions insupportables dans lesquelles survivent les millions d'exploités du Mali, travailleurs comme paysans pauvres, qu'il se préoccupe de la manière dont il est possible de mettre fin à une telle situation est également très bien. Pour tout jeune intellectuel honnête qui n'est pas pourri par la course à la carrière, au Mali ou à l'étranger, qui n'est pas insensible à la misère générale, à l'effroyable arriération économique et sociale du Mali, une telle préoccupation doit aller de soi.

Mais comment peut-on changer cet état de chose ? Suffit-il "d'isoler le Comité militaire", de le renverser au nom d'une "réconciliation nationale" ?

Mais "nation" et "peuple malien" au nom desquels "l'Etudiant malien" se propose d'engager le combat sont des mots vagues qui dissimulent une réalité sociale divisée en classes aux intérêts différents et, pour certains, fondamentalement opposés.

"L'Etudiant malien" distingue d'ailleurs dans ses autres pages le prolétariat des paysans, les petits bourgeois intellectuels des petits commerçants ou artisans, mais c'est pour affirmer aussitôt que ces diverses classes ou couches doivent s'unir au sein d'un "Front Uni National Démocratique et Populaire" qui "sera leur instrument de dictature conjointe en vue de satisfaire leurs revendications respectives = réprimer ou liquider les

forces réactionnaires que constituent les forces féodales et compradores."

Certes, toutes ces classes ont intérêt à ce que soit mis fin à la dictature du Comité militaire. Mais elles y ont intérêt à des degrés divers. Et, surtout, elles n'ouvrent pas toutes devant la société malienne les mêmes perspectives de transformation sociale et elles n'ont pas toutes la même capacité, la même possibilité d'exercer en tant que classe le pouvoir politique.

Pour notre part, nous avons la ferme conviction que c'est le prolétariat qui est porteur de l'avenir. Ses intérêts immédiats comme lointains l'opposent irréductiblement à la classe bourgeoise, malienne comme étrangère, et à leur instrument d'oppression, l'Etat bourgeois malien avec à sa tête le Comité militaire. Il est la seule classe qui est non seulement capable en alliance avec la paysannerie pauvre de détruire le pouvoir d'Etat en place, mais encore d'en créer un nouveau et de le contrôler de façon constante, quotidienne, directe.

Il est la seule classe dont les perspectives ne se limitent pas à l'intérieur des frontières du Mali, frontières étroites à l'intérieur desquelles aucun "développement des forces productives", que "l'Etudiant malien" appelle de ses vœux, n'est possible.

Les exploités du Mali, comme ceux de tous les autres pays, ont mieux à faire que de partager, même de façon égalitaire, la misère du pays. Ils ont droit aux richesses, aux biens matériels, techniques et culturels accumulés par la société humaine à travers les âges, et en particulier à ceux qui sont aujourd'hui accumulés et monopolisés dans les riches pays impérialistes. Frôner la seule révolution nationale malienne, c'est écarter les exploités maliens de toutes ces richesses. La seule classe qui est capable de développer la révolution au-delà des frontières, parce qu'elle est présente partout, parce qu'elle a les mêmes intérêts fondamentaux partout, est le prolétariat.

Aussi, si l'unité des classes exploitées est nécessaire, elle doit se faire derrière le prolétariat. Pour cela, l'organisation indépendante des travailleurs sur la base d'un clair programme de classe est indispensable.

Les travailleurs ont trop souvent fait, dans le passé, l'expérience de fronts divers qui, sous prétexte d'unité, avaient pour but d'enlever au prolétariat la claire conscience de ses propres intérêts, de ses tâches particulières, d'empêcher le prolétariat de s'organiser de façon indépendante. Dans tous les cas, ces fronts avaient conduit à transformer les travailleurs — et, par la même occasion, d'ailleurs, les paysans pauvres également — en simple masse de manoeuvre, en simples fantassins au service d'autres classes sociales. Bien souvent, de tels fronts, en endormant la méfiance des ouvriers, en les désarmant, les ont conduits vers des massacres par leur soi-disant anciens alliés au sein du front. L'expérience de la Révolution chinoise de 1926-27, où la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, qui se présentaient pendant un temps comme les alliés du prolétariat au sein du Kuomintang avant de se retourner contre lui et de le noyer dans un bain de sang, est cruellement inscrite dans l'histoire du mouvement révolutionnaire prolétarien.

Les étudiants maliens s'approchent des travailleurs la main tendue dans leur direction. C'est très bien, mais il ne faut pas que les étudiants viennent avec une marchandise frelatée, il ne faut pas qu'ils viennent avec un programme qui soumet les travailleurs et les paysans pauvres, sous couvert d'un front, aux intellectuels petits-bourgeois, c'est-à-dire en fin de compte, et quelles que soient les bonnes intentions des intellectuels, à la bourgeoisie.

Les travailleurs n'ont pas à faire confiance à des intellectuels, quand bien même ils se disent bien intentionnés à leur égard, tant qu'ils viennent pour proposer aux travailleurs d'oublier qu'ils sont des travailleurs. Le prolétariat du Mali, comme de tous les pays d'Afrique et du monde entier, doit se préparer à prendre le pouvoir lui-même. Il doit déjà commencer par construire non pas un front, mais une organisation prolétarienne, révolutionnaire, socialiste. Les étudiants ont leur place dans la construction d'une telle organisation. Mais à la condition qu'ils se placent sur le terrain du prolétariat et qu'ils adoptent son programme.

# LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE DES ELECTIONS EN FRANCE

Pompidou, président de la République française, vient de mourir. Senghor dont il avait été le compagnon d'études a sans doute perdu un ami. Pas les travailleurs africains.

Chef de l'Etat, Pompidou était le chef de l'administration, de l'armée, de la police de cet impérialisme français qui pendant des décennies avait réduit le sixième de l'Afrique à l'état de colonies et qui continue aujourd'hui encore à l'exploiter. Que les Senghor, les Bokassa ou autres Hamani Diori viennent s'incliner respectueusement sur sa tombe est normal: ils lui doivent leur pouvoir. Mais nous, travailleurs africains, nous devons savoir que Pompidou était un dirigeant de la classe bourgeoise française qui est notre ennemie tout autant qu'elle est l'ennemie des travailleurs français.

Pompidou est à peine mort que déjà la course pour lui succéder est engagée. Ses propres lieutenants se battent comme des chiffonniers pour recueillir l'héritage de leur ancien chef de file. A l'heure où nous écrivons, plusieurs hommes politiques gaullistes ont déjà déposé leur candidature.

Face aux candidats de la droite, les deux grands partis de gauche, le Parti Socialiste et le Parti Communiste associés au Parti Radical de gauche, présentent un candidat unique en la personne de François Mitterrand.

Personne ne peut dire si le candidat de la gauche a une chance de l'emporter. Mais tout travailleur vivant en France, quelle que soit sa nationalité, a bien des raisons de se poser la question: si le candidat de la gauche l'emportait, est-ce que cela modifierait véritablement le sort des travailleurs ?

Mitterrand n'est pas un inconnu, un nouveau venu dans la politique en France. Qu'est-il donc l'homme que les deux plus grands partis qui se réclament de la classe ouvrière française ont choisi comme leur porte-parole pendant cette campagne électorale comme leur candidat à la direction de l'Etat ?

Mitterrand fut onze fois ministre dans différents gouvernements parmi les plus réactionnaires que la France ait connu. Parmi les nombreux postes qu'il ait eu, il y a celui de ministre de l'intérieur, c'est-à-dire de chef suprême de la police.

Les travailleurs ressortissants des anciennes colonies ont encore une autre raison de se souvenir de lui. Mitterrand fut ministre pendant la guerre d'Algérie et à ce titre, un des principaux responsables de cette sale guerre contre la lutte d'émancipation nationale algérienne.

A-t-il changé ses opinions, est-il plus favorable aujourd'hui à la cause des travailleurs et des opprimés? Certainement pas; il n'a jamais renié son passé. Et il se garde bien même de faire des promesses précises concernant les salaires, les horaires, les conditions de travail des travailleurs. Il ne veut être lié par aucun programme précis, pas même par le Programme Commun, élaboré pourtant ensemble par son propre parti et le PCF, et qui pourtant ne contient que bien peu de choses pour les travailleurs. Aussi, même si Mitterrand était élu, bien peu de choses changeraient pour les travailleurs, et même ce qui changerait n'irait pas forcément dans le sens de l'amélioration.

Et bien entendu, Mitterrand n'a pas l'ombre d'une intention de toucher à la place des travailleurs au sein de la société. Après comme avant son élection, le travailleur

resterait un exploité, obligé de passer sa semaine à travailler pour le compte d'un patron. Après comme avant son élection, ce serait à la même police, aux mêmes forces de répression d'appliquer les mêmes lois, faites pour défendre la propriété privée, la propriété capitaliste, et les travailleurs seraient aussi écartés de toute possibilité de décider, de contrôler ce que font les responsables de la vie publique qu'ils le sont aujourd'hui.

Finalement donc, si l'on tient compte des principaux candidats, de ceux dont toute la presse parle, de ceux entre qui la succession de Pompidou va se décider, quelle que soit l'issue du scrutin, il ne pourrait être défavorable à la classe des bourgeois. Ces candidats-là sont tous d'accord au moins sur le principal : ne pas toucher à l'ordre social, à cet ordre social qui permet à une minorité de bourgeois d'exploiter une majorité de travailleurs. Que ces candidats des grandes formations soient de gauche ou de droite, ils mèneront tous une politique favorable à la bourgeoisie.

Cela doit être une leçon pour nous, travailleurs africains. Dans les pays d'Afrique, les classes privilégiées maintiennent leurs privilèges ainsi que, en général, les privilèges de l'impérialisme auquel elles sont liées, par le moyen de dictatures féroces. Face à cette situation, il n'est guère de classe ou de couche de la société qui n'aspire pas à une démocratie plus grande, à des libertés plus étendues, à la possibilité d'exercer librement des droits politiques et syndicaux, à pouvoir professer, sans risque d'être enfermé en prison, l'opinion de son choix, à pouvoir élire ceux qui dirigent le pays et l'Etat, etc.

Non seulement ces aspirations sont légitimes, mais leur réalisation est une des principales tâches de la révolution africaine à venir. Mais bon nombre de ceux qui aspirent à ce que ces droits démocratiques existent en Afrique regardent vers les grands pays capitalistes qui se disent démocratiques, comme la France par exemple, pour y trouver un modèle.

Oh certes, dans ces pays, on fait périodiquement des élections. Mais, dans ces élections, le seul choix qui est donné à la classe ouvrière, c'est, pour paraphraser l'expression de Lénine, choisir celui de la classe exploiteuse qui, pendant la période à venir, dirigera l'oppression contre les exploités.

Alors, si le devoir de tout travailleur africain conscient est de se battre pour les droits démocratiques en Afrique, notre démocratie sera différente de la démocratie formelle des pays capitalistes. Dans notre démocratie, tous les postes de responsabilité devront être soumis non seulement à l'élection, mais au contrôle permanent des classes aujourd'hui exploitées.

Notre modèle ne sera pas la France de Chaban-Delmas ou de Mitterrand, mais la France de la Commune de Paris en 1871. Ou encore la Russie de 1917.

# SOLIDARITE AVEC LES LOCATAIRES DU FOYER AVENUE MATHURIN-MOREAU

Cela fait plus de six mois que deux cent trente travailleurs africains du 44, avenue Mathurin-Moreau sont en grève des loyers. Ils sont en grève parce que le premier gérant, la société des Quakers, a voulu augmenter le loyer de 80 F à 100 F. Les locataires non seulement ont refusé de payer cette augmentation, mais ils ont posé leurs revendications visant à obtenir de meilleures conditions de logement.

En effet, la vie dans le foyer est très pénible. Les locataires sont entassés à six ou huit dans de toutes petites chambres. Les installations sanitaires sont en nombre insuffisant, les tuyaux de canalisation sont détériorés, ainsi que le chauffage et les fours de cuisine.

Et les locataires réclament de meilleures conditions de logement. Le seul moyen de faire entendre raison à ces marchands de sommeil a été, pour les locataires, de refuser de payer le loyer.

Entre-temps, la gestion du foyer a été prise en main par l'Association des Foyers de la Région Parisienne, avec l'accord du Fonds d'Action Sociale qui a accepté de financer la dépense de 44 millions de francs pour faire l'aménagement nécessaire du foyer. Ces deux organismes, au lieu d'engager des travaux pour rendre la vie dans le foyer plus facile, se renvoient la responsabilité l'un à l'autre. L'AFRP dit qu'elle n'a pas encore reçu cette somme pour faire les travaux, et de son côté le FAS ne veut payer que si les travaux sont terminés.

Ce petit jeu de cache-cache de ces messieurs n'a pas empêché les locataires de continuer leur lutte. Et cela malgré les multiples pressions, les tentatives de division faites en s'appuyant sur quelques éléments hostiles à la grève.

En tout cas, les locataires sont décidés à ne pas payer les loyers tant que les travaux ne sont pas terminés. Et nous sommes entièrement solidaires de leur lutte légitime.

CAMARADE,

Si ce journal te plaît,

FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI

POUR LE FAIRE CONNAITRE.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.